



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU NORD

Ville de Marly

POLE SURETE
CITOYENNETE
JNV/SM/CB/FM/
N°AM220.2025

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE

Objet : autorisation d'un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique le dimanche 6 juillet 2025 de 7 H 00 à 13 H 00

Le Maire de la Ville de Marly,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mars 1977 portant fixation d'un périmètre de protection autour de certains établissements ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 portant réglementation générale des débits de boissons,

VU la demande récente présentée par Monsieur BURETTE Dominique, Président de l'Association Marly-Cyclo dont le siège social se situe 28 rue Jean Jacques Rousseau 59770 MARLY,

Considérant que cette manifestation correspond à la définition prévue à l'article L3334-2, alinéa 1 du code de la santé publique,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur BURETTE Dominique, Président de l'Association Marly Cyclo, est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion de la manifestation « vers l'Avesnois, Pays de Mormal », le dimanche 6 juillet 2025 de 7 H 00 à 13 H 00 , Salle Dumont – Stade Denayer à Marly.

ARTICLE 2 :

Une dérogation à l'arrêté préfectoral relatif aux horaires d'ouverture des débits de boissons est accordée à l'occasion de la présente autorisation, afin de permettre l'ouverture du débit de boissons temporaire.

ARTICLE 3 :

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra se conformer strictement aux prescriptions imposées aux débits de boissons (horaires d'ouverture, protection des mineurs contre l'alcoolisme, répression de l'ivresse publique, etc ...).

ARTICLE 4 :

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

Les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes suivants ;